

Dossier de presse
1^{er} octobre 2015

Sondage IFOP pour l'UDES

L'économie sociale et solidaire et les
nouveaux gisements de croissance

CONTACTS PRESSE

Sondage IFOP pour l'UDES

L'économie sociale et solidaire est-elle un relais de croissance ?

80% des dirigeants d'entreprise répondent OUI !

Plus d'un tiers des embauches en emploi d'avenir réalisés par le secteur associatif depuis 2012, création de 10 000 emplois d'ici 2020 dans le secteur de la mutualité, forte recrudescence des SCOP, les employeurs de l'ESS assument d'ores et déjà un rôle économique important, dans un contexte encore très difficile pour des millions de Français.

Mais le secteur est également fortement présent dans les nouveaux modèles économiques qui se développent et qui tracent l'économie de demain. **L'ESS, nouveau relais de croissance ?** Les résultats du sondage mené par l'IFOP confortent le rôle que peuvent jouer les employeurs de l'économie sociale et solidaire dans **les nouveaux gisements d'activités - économie collaborative, économie numérique, économie circulaire, silver économie -**, dans un contexte de relance encore timide de l'investissement.

Méthodologie:

- **Grand public** : des interviews en ligne ont été menées du 29 juin au 3 juillet 2015 auprès d'un échantillon de 1006 personnes représentatif de la population française de 18 ans et plus.
- **Entreprises** : des interviews téléphoniques ont été menées du 22 juin au 6 juillet 2015 auprès de 201 dirigeants d'entreprises, du secteur privé et comptant plus de 5 salariés.
- La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas après stratification par région et catégorie d'agglomération.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE CETTE VASTE ENQUETE SONT LES SUIVANTS :

L'économie sociale et solidaire regroupe un ensemble d'entreprises qui concilie objectifs sociaux et activité économique. Organisées sous forme de coopératives, mutuelles associations ou fondations, elles encadrent strictement les bénéfices qu'elles réalisent. Quand on interroge les Français sur leur niveau de connaissance de l'ESS et de ses principes, voici ce qu'ils répondent :

Notoriété de l'ESS. Plus des 3/4 des Français et 70% des dirigeants en ont déjà entendu parler. La marge de progression se situe dans la qualité de cette connaissance : la proportion déclarant savoir précisément de quoi il s'agit demeure en effet minoritaire auprès du grand public (26%) comme des dirigeants (27%). Les principes propres à l'ESS, notamment le fait que les bénéfices de ses entreprises soient consacrés au maintien de l'activité, au développement d'emplois non délocalisables, sont connus par moins de la moitié des Français.

QUESTION : Personnellement, avez-vous déjà entendu parler de l'économie sociale et solidaire ?

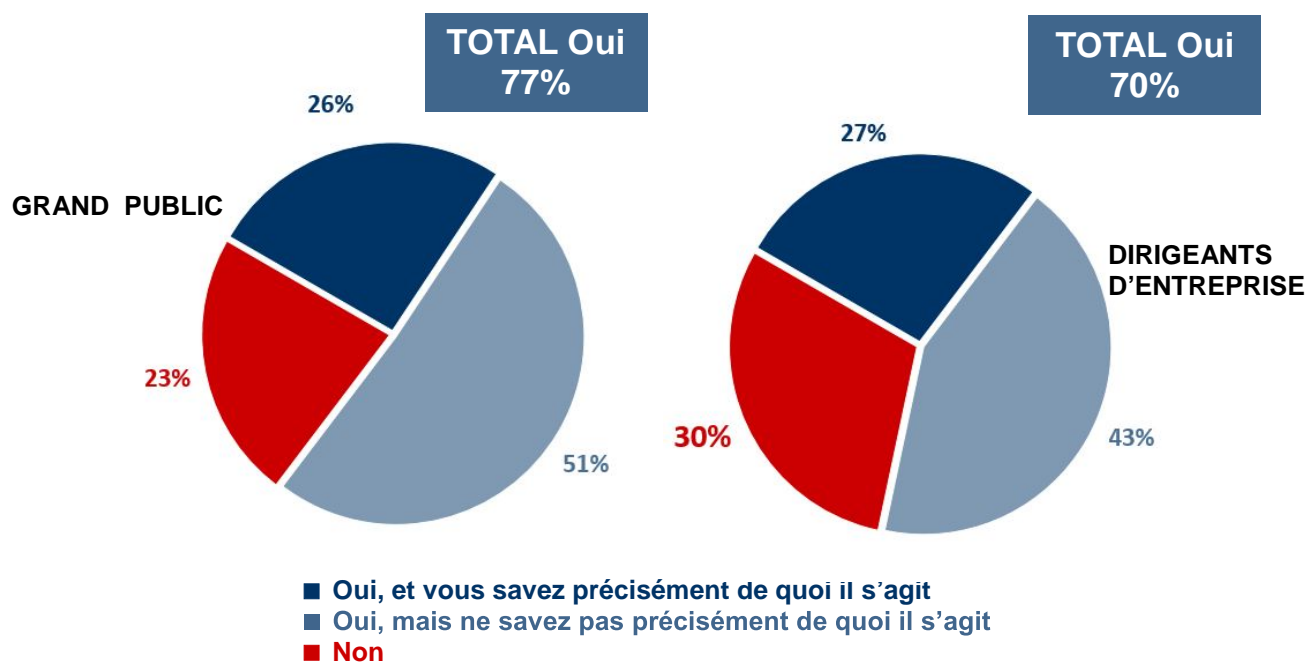
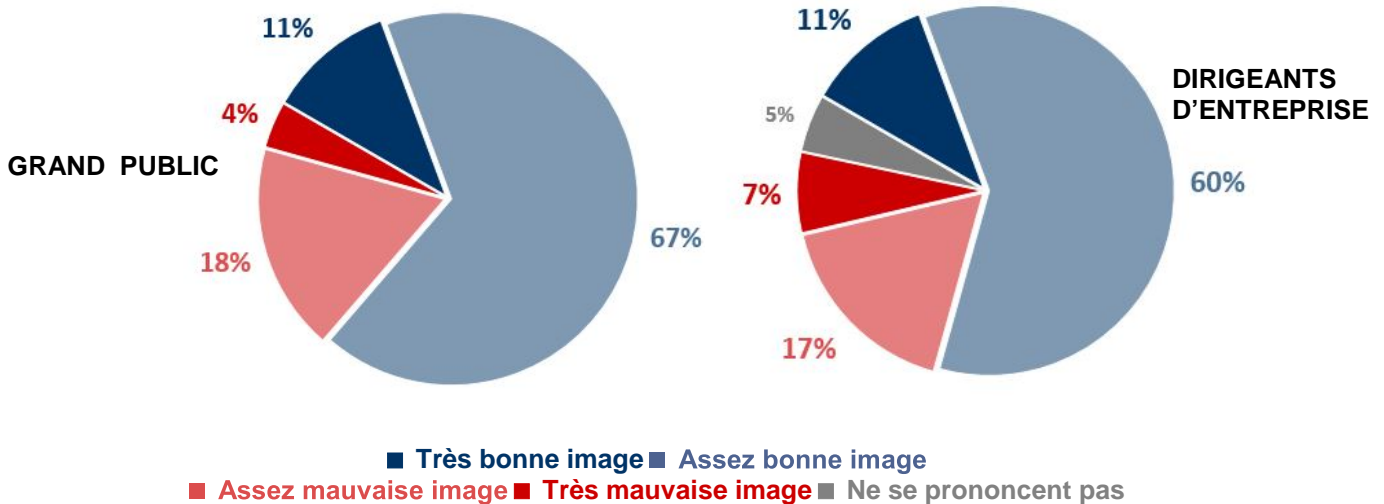


Image de l'ESS et de ses employeurs. Grand public et dirigeants d'entreprise s'accordent à leur reconnaître une image très positive et volontariste. L'ESS est majoritairement perçue comme dynamique (74% des Français et 61% des entreprises), audacieuse (73% et 64%), en phase avec les évolutions de la société française (71% et 56%). Par ailleurs, **une large majorité des Français (78%) et des dirigeants d'entreprise (71%) ont une bonne image des employeurs.**

QUESTION : De manière générale, diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise image des employeurs de l'économie sociale et solidaire ?

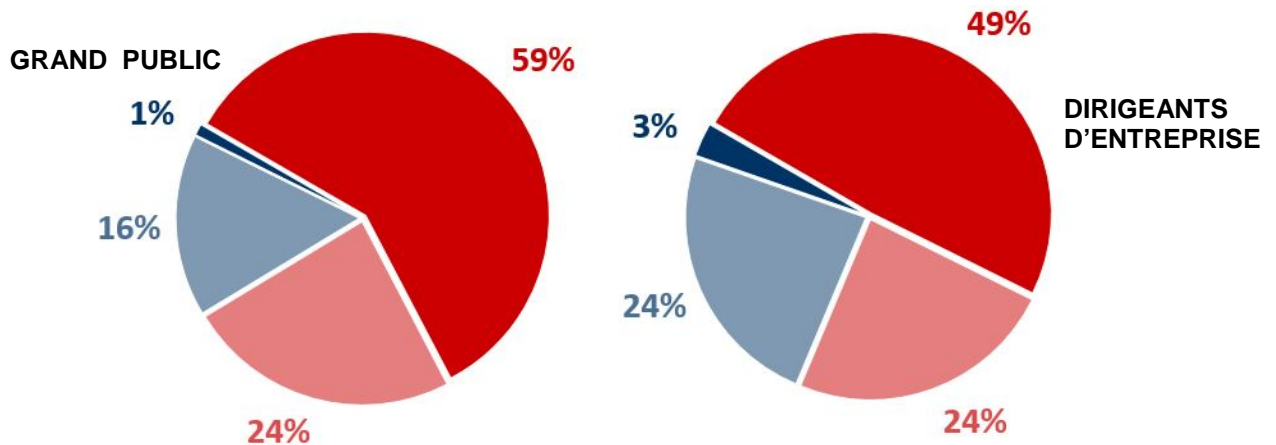


Caractéristique majeure de l'ESS : Consensus autour de la capacité du secteur à créer de la cohésion sociale. Le grand public met à la fois en avant les bénéfices économiques et sociaux de l'ESS là où les dirigeants soulignent principalement son action dans le domaine du social. Ainsi, 84% des Français et 82% des dirigeants d'entreprise considèrent que l'ESS est en capacité de renforcer le lien social. 67% des Français considèrent que l'ESS a la capacité de créer de nombreux emplois contre 50% des dirigeants d'entreprise interrogés.

L'économie de demain est notamment tournée vers 4 modèles : la silver économie dédiée aux seniors, l'économie numérique, l'économie collaborative, qui s'appuie sur la mutualisation des biens, des espaces et des outils, et l'économie circulaire, qui propose de repenser nos modes de production et de consommation afin d'optimiser les ressources naturelles et limiter les déchets générés. Quand on interroge les Français sur la crise économique actuelle, les nouveaux gisements d'emplois et la contribution de l'ESS, voici ce qu'ils répondent :

Crise économique en France : Un pessimisme encore important mais qui tend à s'estomper. 49% des dirigeants d'entreprise et 59% du grand public considèrent que nous sommes encore en pleine crise économique. Au sein du grand public, ce pessimisme élevé est néanmoins en recul depuis janvier 2012, date à laquelle 79% des Français considéraient que l'économie était en pleine crise.

QUESTION : En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?

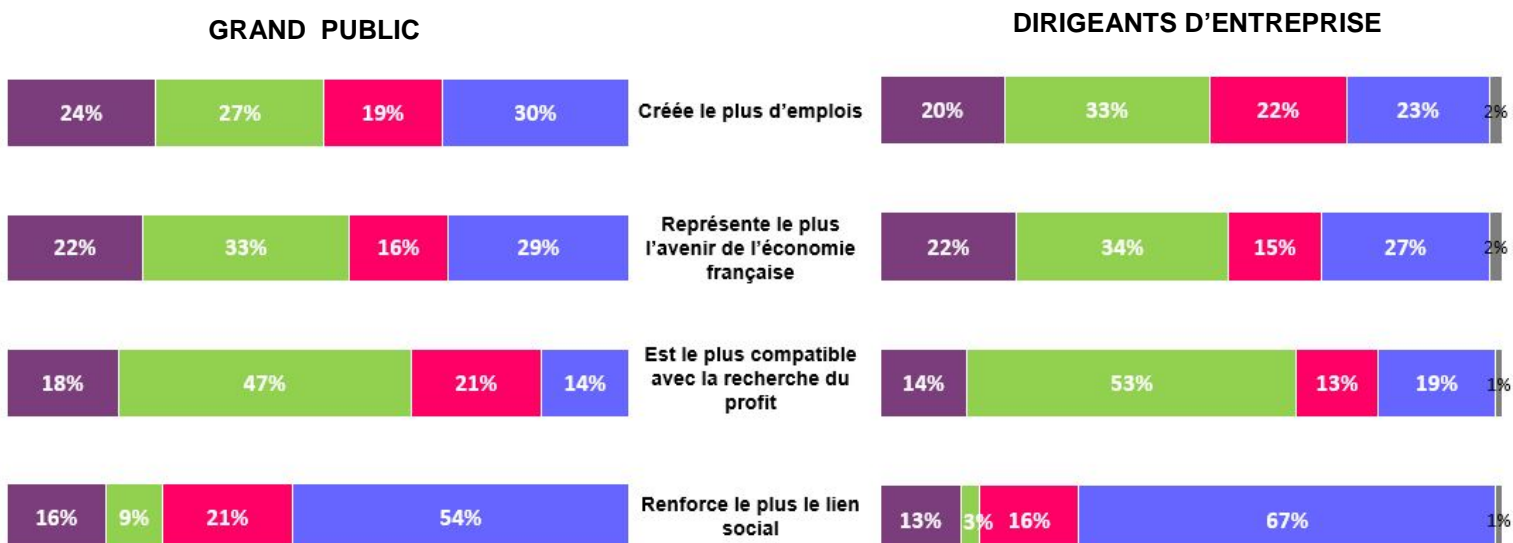


- Nous sommes encore en pleine crise
- La situation demeure préoccupante même si le pire de la crise est maintenant derrière nous
- La situation est difficile mais elle s'améliore progressivement
- La situation est plus favorable et la crise est finie

Modèles économiques de demain : économie collaborative et économie numérique considérées comme les plus créatrices d'emplois. Les opinions des deux cibles divergent lorsqu'il s'agit de désigner le modèle économique émergent créant le plus d'emplois : si les Français placent l'économie collaborative juste devant l'économie numérique (respectivement 30% et 27%), les dirigeants d'entreprise se prononcent de façon plus nette en faveur de l'économie numérique (33%), au détriment de l'économie collaborative (23%).

QUESTION : Personnellement, parmi les modèles économiques suivants, lequel selon vous ... ?

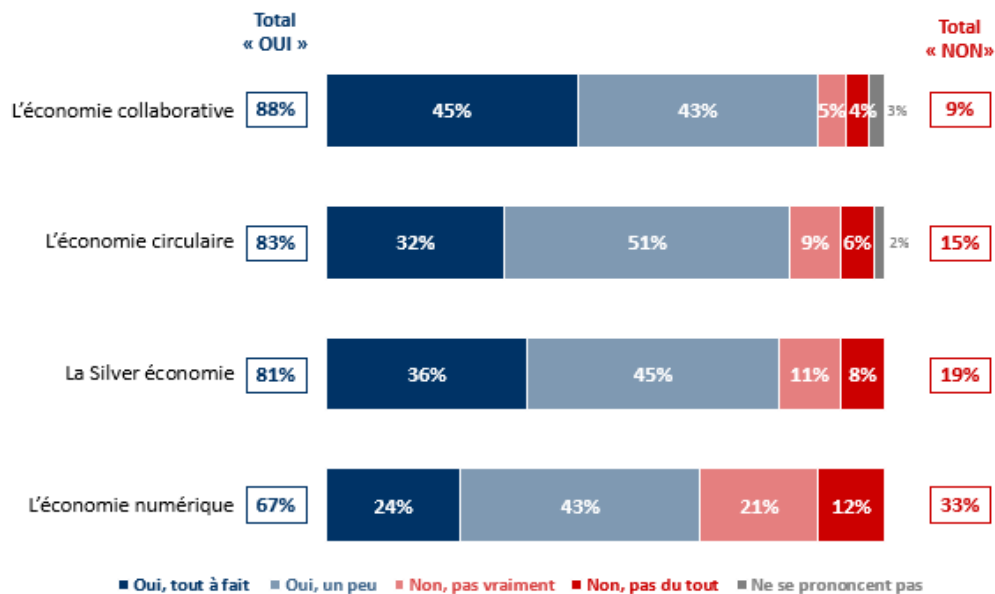
- L'économie circulaire
- L'économie numérique
- La Silver économie
- L'économie collaborative
- NSP



Rôle de l'ESS dans les secteurs émergents. Les dirigeants d'entreprise (en particulier dans les structures de plus de 100 salariés et en région parisienne) considèrent que **les employeurs de l'ESS ont un rôle à jouer dans le développement de secteurs émergents**, qu'il s'agisse de l'économie collaborative (88%, dont 45% tout à fait), l'économie circulaire (83% dont 32% tout à fait), la Silver économie (81% dont 36% tout à fait) et dans une moindre mesure l'économie numérique (67%, dont 24% tout à fait).

QUESTION :

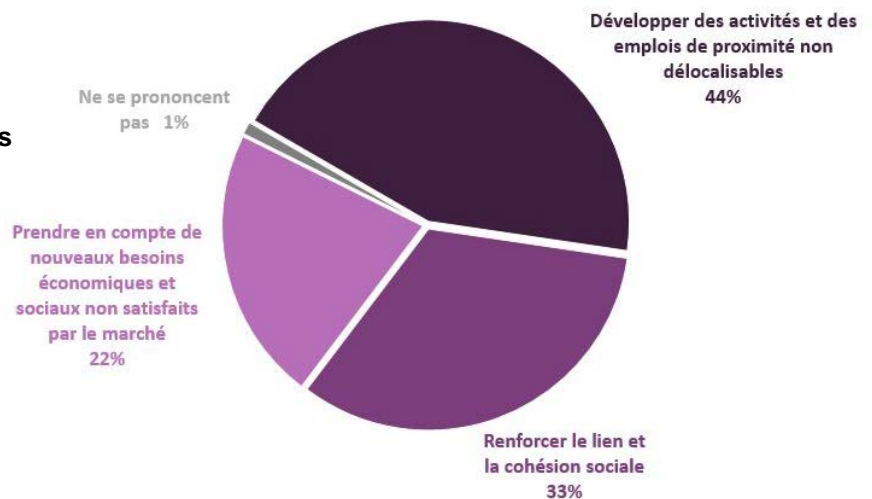
Selon vous, les employeurs de l'économie sociale et solidaire ont-ils un rôle à jouer dans le développement de ... ?



Raison pour laquelle l'ESS doit jouer un rôle important : sa capacité à créer des emplois de proximité non délocalisables

QUESTION :

Pour quelle raison principale les employeurs de l'ESS ont-ils un rôle à jouer dans le développement des modèles économiques émergents?



Pour Alain Cordesse, Président de l'UDES « *cette enquête montre la confiance que le grand public et les dirigeants d'entreprise placent en l'ESS notamment dans sa capacité à créer des emplois de proximité non délocalisables. Plus encore, nous soutenons des projets entrepreneuriaux qui privilégient un mode de développement plus altruiste, plus résilient, plus durable et moins soumis aux aléas des marchés financiers. Les Français et les dirigeants d'entreprise attendent l'ESS sur les nouveaux modèles économiques. Nous entendons, à l'occasion de notre Convention nationale du 1^{er} octobre prochain, valoriser les savoir-faire des entreprises de l'ESS sur ces nouveaux marchés ainsi que leur contribution au développement de l'emploi et interpeller le Premier ministre sur nos spécificités et notre place dans le paysage patronal français* »

Les chiffres clés de l'économie sociale et solidaire

Avec 223 000 organisations employeuses et 2,3 millions de salariés, l'économie sociale et solidaire représente 10 % de l'emploi total en France, et 14% de l'emploi privé. La masse salariale brute versée du secteur atteint près de 58 milliards d'euros.

Avec 78% du volume des emplois, les associations sont le poids lourd de l'économie sociale et solidaire. Les coopératives représentent 13% du volume d'emplois et les mutuelles, près de 6%. Les TPE se concentrent principalement dans le secteur associatif : 94,5% des associations comptent moins de 50 ETP. 91,2% des coopératives (Scop et Scic) sont également dans ce cas de figure. Seules 31,6% des mutuelles sont dans ce cas de figure.

Comptent moins de 10 ETP, 77,6% des associations, 64,8% des coopératives et 40,6% des mutuelles.

L'économie sociale et solidaire est particulièrement présente dans les secteurs d'activité suivants :

- L'action sociale (62% du total de l'activité en France) ;
- Les sports et loisirs (55% du total de l'activité en France) ;
- Les activités financières et d'assurance (30% du total de l'activité en France) ;
- Les arts et spectacles (27,2% du total de l'activité en France).

Les données relatives au développement de l'emploi ont connu des évolutions en demi-teinte ces dernières années, avec des situations contrastées en fonction des secteurs.

En 2014, **les associations** ont connu une évolution plus forte en termes d'emplois (+0,6%) et de masse salariale (+2,2%) que pour l'ensemble du secteur privé¹. Toutefois, il existe des disparités entre les secteurs. Cette progression est encouragée par le développement de l'emploi du domaine du sanitaire et médico-social (+1,7% dans les structures médico-sociales) ou du sport (+5%) mais elle reste marquée par les destructions d'emplois dans les secteurs de l'aide à domicile (-2,5%, ce

¹ « Les associations face à la conjoncture » - 8^e édition – janvier 2015 – Recherches & solidarités (sources ACOSS-URSSAF)

qui correspond à environ 17 000 postes perdus depuis 2010) et de la culture (-4,5% depuis 2010 soit 2 800 emplois). **2015 est perçue par les dirigeants associatifs comme une année d'incertitudes** liées notamment à la situation financière des structures, à l'évolution des politiques publiques ou encore aux relations avec les financeurs dans le cadre de la réforme territoriale.

Du côté des **Sociétés coopératives et participatives (Scop)**, 2013 a confirmé une accélération des créations de Scop et Scic (+263²). Le mouvement compte 2 252 coopératives adhérentes regroupant plus de 45 700 salariés et il génère un chiffre d'affaire consolidé de 3,9 milliards d'euros. Durant cette année, la création d'emplois a enregistré un solde net positif de 1 859 salariés. Les principes coopératifs régissant les Scop en font des entreprises pérennes, ainsi le taux de pérennité à 3 ans des coopératives est égal à 76% contre 65% pour l'ensemble des entreprises françaises (source Insee).

2015 confirmera le mouvement de concentration que connaît le **monde mutualiste**. Ainsi, en cinq ans, le nombre de mutuelles a pratiquement été divisé par deux (-44%) pour atteindre, d'après la Mutualité Française, 450 mutuelles de santé en 2013. Cette concentration accélérée permet toutefois de mutualiser davantage et d'augmenter la performance des établissements. Les mutuelles restent des entreprises dynamiques en termes d'emplois puisqu'elles regroupent 85 000 collaborateurs (dont 15 000 professionnels de santé).

² Données de la CGSCOP (Confédération générale des Scop)